

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

"La cruauté est un geste de servitude, car elle atteste que la barbarie du régime oppresseur est encore présente en nous"

Jean Jaurès

Édito

En avant vers 2012 !

Voilà une rentrée qui s'annonce bien remplie ! Alors que nous sommes réunis à La Rochelle, pour nos traditionnelles Universités d'été, les sujets de débat ne manquent pas !

En effet, l'échéance des primaires citoyennes est dans la tête de chacun d'entre nous. L'organisation des bureaux de vote arrive à son terme et la caravane des primaires, animée par le MJS, parvient à sa dernière étape après plus de 6.000 km. Et alors que chacun partage son envie de voir gagner tel ou tel participant, les 9 et 16 octobre prochains, des milliers de sympathisants de gauche pourront, pour la première fois, choisir le ou la candidate qui portera leurs aspirations contre le tandem Sarkozy-Le Pen lors de des échéances à venir en 2012. Malgré les basses attaques répétées du camp adverse contre notre dispositif innovant, la gauche offre et continuera d'offrir au peuple la liberté de choisir !

Cependant, d'autres sujets importants occupent aussi nos esprits. La précarité, les régressions sociales imposées par Bling-bling et sa bande, les discriminations qui ne cessent de croître à la grande joie des intégristes qui ont pignon sur rue en Sarkozie. Et en première ligne, à l'occasion de cette rentrée, la forte augmentation du chômage nous rappelle d'emblée notre devoir d'action, notre devoir de réussite pour 2012. Nous devons agir rapidement pour l'emploi, notamment auprès des jeunes, qui sont les premiers touchés par la chômage de masse. Les salariés français doivent pouvoir faire confiance à ceux qui constituent l'avenir de ce pays, afin qu'eux-mêmes puissent jouir pleinement de la solidarité intergénérationnelle du salariat, gain inestimable du siècle passé et des luttes de nos ancêtres, que la droite s'ingénie à mettre à mal avec tant d'ardeur.

De même, nous devons continuer plus que jamais à combattre le racisme et les discriminations en tout genre. La terrible tragédie survenue en Norvège, et qui a frappé dans leur chair nos camarades travaillistes lors de leur université d'été annuelle et à la veille de notre rassemblement mondial, doit nous rappeler chaque jour que nous devons continuer à défendre les valeurs qui nous sont chères. Nous devons rester vigilants face à ces violences obscurantistes manifestant le pourrissement de la société capitaliste et les combattre par toujours plus de démocratie, de liberté, d'égalité et de fraternité. Bref, par les valeurs révolutionnaires de notre République et du camp émancipateur qui ne connaît pas de frontières.

Ce ne sont donc pas les sujets qui nous manquent pour débattre lors de ce week-end, rassemblés que nous sommes pour nos Universités d'été à La Rochelle : international, chômage, primaires, prétendue dette publique, jeunesse, discriminations, sans-abris et mal-logés... Et c'est ainsi, en débattant, en trouvant des solutions à ces problèmes dans un monde qui s'effondre et qui n'est pas le nôtre, que nous nous lancerons, dès la rentrée 2011, à l'assaut du ciel, conscients de notre devoir de victoire pour 2012 !

Simon PIVETEAU (AF, 64)

SOMMAIRE

Edito (p.1): En avant vers 2012

Actu (p.2): Notre règle d'or : faire payer les riches

Vie interne (p.3): Pour un congrès offensif

Dossier Crise internationale (p4-5): Au chevet d'un grand corps malade

Jeunesse (p.6-7) : Priorités de la jeunesse, et quel engagement étudiant pour quelle société

Qu'est ce que l'Offensive Socialiste et Abonnez vous !(p.8)



En août 1953, à l'appel des centrales syndicales, le mouvement gréviste contre les mesures d'austérité du gouvernement Laniel et contre le recul de l'âge de la retraite, parti des centres de tri postaux, déferle sur le pays. Toute la fonction publique est touchée, ainsi que la métallurgie. Grève historique, aux échos actuels, en plein cœur de l'été !

Pour contacter
l'Offensive Socialiste :

Johann CESA (Bureau National du MJS) :
06 28 04 71 32
Anthony GRATACOS (rédaction d'Unité):
06 19 77 64 08

Notre règle d'or: faire payer les riches !

Depuis quelques semaines, la fameuse « règle d'or » budgétaire est devenue l'alpha et l'oméga de la vie politique française. Préparant une nouvelle salve contre les droits sociaux, Sarko et sa bande veulent inscrire dans le marbre de la constitution cette camisole libérale qui interdit de présenter un budget en déficit. Cette proposition, déjà défendue lors de présidentielle de 2007 par Bayrou, imposerait une politique **d'austérité généralisée et brutale coupant encore une fois dans les dépenses sociales et éducatives**. Le vieux slogan de la mère Thatcher, TINA (*There's no alternative*), deviendrait alors le seul cap possible dans toute l'Europe. Un gouvernement de gauche fraîchement arrivé au pouvoir et souhaitant mettre en œuvre une politique de relance et de redistribution des richesses serait-il ainsi contraint de renoncer ? Toute politique sociale en faveur de notre camp deviendrait-elle anticonstitutionnelle ? C'est précisément le but de la droite et le sens de l'offensive menée par tous les témoins de l'UMP depuis quelques jours. L'appel à l'union nationale de Fillon dans la Pravda-Figaro s'inscrit évidemment dans ce cadre. Mettre l'opposition de gauche au pied du mur, rassembler son camp et faire allégeance aux agences de notation et aux marchés sont les objectifs d'un Sarkozy déjà en campagne.

Le Front de gauche et les écologistes ont d'ores et déjà affirmé leur vive opposition à la « règle d'or », tandis que notre porte-parole, Benoit Hamon, a réaffirmé le 22 août que les socialistes voteraient « non, non et non » à la règle d'or en cas de convocation du Congrès de Versailles. A ce jour, il ne s'est trouvé qu'un candidat aux primaires pour soutenir cette proposition funeste. Déjà en accord avec Sarkozy sur la sécurité, voire les retraites, Manuel Valls vient d'apporter une nouvelle fois son soutien au pouvoir en place. Pour l'instant, les autres dirigeants importants du PS tiennent bon et refusent le chantage sarkozyste. C'est un point d'appui important, mais qui reste insuffisant. Le débat sur le remboursement de la dette sera au cœur de la campagne présidentielle.



Le futur candidat socialiste, ainsi que toute la gauche, devront se positionner clairement sur cette question-clé. Or, dans le débat qui s'ébauche, une frange du PS semble être prête à tomber dans le piège de Sarkozy. En se faisant le champion d'une austérité de gauche, en affirmant sans cesse que la gauche « ne pourra pas tout faire » et devra tenir compte des contraintes financières, François Hollande a déjà chaussé les bottes d'un Papandréou à la française. **Promettre du sang, de la sueur et des larmes n'est pas la meilleure façon de mobiliser le peuple de gauche**. Pour l'emporter, la gauche doit incarner la promesse du changement ! Des solutions existent pour conduire une telle politique. Le poids des déficits n'est pas un argument valable. La première question à poser est

celle de la légitimité même de la dette. Les cadeaux faits aux banquiers, au patronat et les baisses d'impôt massives pour les plus riches constituent la première cause des dettes de l'État. Martine Aubry a appelé à annuler la loi TEPA, la TVA à 5, 5 pour les restaurateurs et à

mettre fin aux niches fiscales. Ce sont là de premières pistes intéressantes, mais nous devons aller plus loin et, à cet égard, certaines déclarations de la candidate ne nous rassurent pas. Vouloir affecter 50 % des recettes nouvelles au remboursement de la dette est une erreur politique qui nous ôtera d'importantes marges de manœuvre. De même, vouloir ramener le déficit à 3 % du PIB dès 2012 ne permettra pas de répondre aux besoins sociaux et démocratiques.

Pour nous redonner des marges de manœuvre, nous devons clairement annoncer la couleur : les riches paieront ! La grande réforme fiscale soutenue par tous les socialistes devra établir une taxation égale entre les revenus du travail et ceux du capital, et annuler toutes les baisses d'impôt octroyées par la droite depuis 2002. De même, la question d'un revenu maximum et celle de l'annulation de la dette devront être posées sur la table. **Pour résumer, redistribuer les richesses doit devenir notre règle d'or à tous !**

Julien Guérin (77)

Pour un congrès offensif !

Le congrès des Jeunes Socialistes approchant, il devient utile et nécessaire de dresser un premier bilan de l'action du MJS à l'issue de la dernière mandature. Utile pour éclairer notre lanterne à la veille d'un congrès et nécessaire pour corriger nos erreurs et être toujours plus efficace auprès de la jeunesse.

En automne 2009, l'ensemble des motions présentées au congrès de Grenoble tentait d'analyser les causes de la crise du système capitaliste et d'y offrir un débouché. Pas peu fiers d'avoir participé à la rédaction collective du texte de la motion 1, et notamment de l'introduction « la crise économique n'est pas due au hasard », nous avons fait de la redistribution des richesses notre revendication centrale. Démontrer que le capitalisme est à l'origine de sa propre crise et qu'il n'y aura « pas de sortie durable de l'ornière tant que le partage de la richesse créée ne sera pas fortement rééquilibré par une augmentation de l'ensemble des salaires » sont plus que jamais des questions d'actualité. Les faits d'aujourd'hui -l'appétit dément des spéculateurs et l'ingratitude des banques qui se retournent contre les États- prouvent que nous avons raison de fustiger un système mondialisé toujours à la recherche avide de taux de profit à deux chiffres. La conclusion qui était faite pourrait être l'introduction du prochain texte d'orientation : « imposer des contraintes aux capitaux privés au niveau national, européen et mondial. »



Lors de ces deux années, le mouvement social contre le retardement de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisations constituèrent le point d'orgue de la contestation des salariés et de la jeunesse. **Quelle fierté de voir notre organisation lutter avec vigueur pour le droit à la retraite à 60 ans sans décote**, lancer des collectifs unitaires locaux avec la jeune gauche et les syndicats étudiants, au moment où notre parti n'était pas exactement en phase avec les aspirations exprimées par les salariés ! Ce mouvement est le fruit d'une construction progressive venant,

d'une part, d'une prise de conscience collective sur la question de notre système de protection sociale et, d'autre part, des effets structurels de la crise économique qui offre précarité à la jeunesse, déclassé-ment social pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi et désespoir pour les autres. L'automne dernier, l'étincelle était là et le combat pouvant mener au renversement de ce pouvoir sarkozyste minoritaire fut à un cheveu de l'emporter.



Aujourd'hui les braises de la révolte sont encore chaudes. Des étudiants réclamant toujours un dixième mois de bourse plein aux salariés cherchant ici et là le salaire correspondant à leur labeur, les attentes sont toujours aussi nombreuses. Notre camp a une envie terrible d'en découdre avec la bande du Fouquet's. Le texte d'orientation de notre organisation qui sera bientôt en débat dans les fédérations ne doit pas faire table rase de ces événements. Il doit en prendre la pleine mesure et **proposer à la jeunesse une alternative au capitalisme**. La question sociale devra être au cœur de ce texte d'orientation. Pourquoi ne pas reprendre la proposition des 60 ans sans décote, des 35 heures réelles puis des 32 heures, des 200 € pour tous, pas de salaires supérieurs à 7 fois le salaire moyen de l'entreprise, l'allocation autonomie, une 6^{ème} république laïque et sociale. Tout ceci figure dans Perspectives 2012. Ce sont des réflexions qui ont émergé des débats fédéraux et nationaux. Il faut les reprendre. Sans n'en omettre aucune.

Pour ce congrès, l'Offensive Socialiste sera disponible pour effectuer un travail collectif que ce soit dans les fédérations ou au niveau national. Nous serons force de propositions.

Johann CESA (42)

Au chevet d'un grand corps malade

Un vent de panique souffle sur la presse aux ordres du monde entier depuis un mois. La politique de l'autruche (« Une crise ? Quelle crise ? ») et la méthode Coué (« La reprise est pour demain ») ont été remises au fin fond du placard à malice du capital, car la réalité est maintenant patente à une échelle de masse dans toute sa nudité : le capitalisme financier est en train de s'écrouler et sa dynamique interne paraît incapable d'enrayer son effondrement. Le spectre qui hantait le monde de la finance depuis 2008 est cette fois-ci bel et bien là. Ce spectre, c'est celui du Krach de 1929, de cette étincelle boursière qui embrasa le monde dans les années 1930 et attisa les cendres encore chaude de la 1ère boucherie impérialiste. Deux économistes bourgeois de haut vol, Christian de Boissieu et Jean-Hervé Lorenzi, ont franchi le rubicon dans *Le Monde* du 21 juillet dernier en affirmant qu'il était « vraisemblable que nous n'av[is]ons pas connu de situation aussi grave et complexe depuis 1929 ». Le temps où l'épouvantail brandi le plus frénétiquement était la réédition de la faillite de Lehman Brothers semble bien loin... C'est la perpétuation du système dans son ensemble, et non la survie d'une institution parmi d'autres du capital, qui est actuellement en cause. Le monde des traders s'effondre, les bruits de bottent résonnent de nouveaux aux quatre coins de la planète, le fanatisme identitaire se porte comme un charme... Pas de doute : l'alternative socialisme ou barbarie est de nouveau à l'ordre du jour.

On le lit partout depuis des semaines, la période qui s'ouvre devant nous est marquée du sceau de la fameuse « crise de la dette publique ». Comme toute les formules idéologiques, cette expression qui paraît à la portée de tous camoufle la réalité sociale et vise à faire converger tous les discours la concernant vers une conclusion unique et imparable : « les États dépensent trop depuis des lustres ; il est plus que temps pour eux de revoir leurs exigences à la baisse et de répartir les efforts nécessaires au sein de la population afin de revenir à une situation financière assainie ». Hillary Clinton s'est fait l'apôtre zélée de cette vision du monde en félicitant le gouvernement grec du renégat Papandréou pour sa volonté de guérir « le cancer » qui rongerait l'État hellène. Tout ceci n'est qu'un tissu de mensonges si l'on fait l'effort de revenir sur le processus général qui a abouti à la situation présente.

Il faut le dire et le répéter : la crise de la dette dite « publique » est avant tout la conséquence de la crise généralisés de l'endettement privé que l'on connaît mieux depuis bientôt 3 ans sous le nom de « crise des subprime ». Dans son article

« Le commencement de la fin » paru sur le blog du *Monde Diplomatique*, Frédéric Lordon écrit à juste titre qu'un « choc de la magnitude de la crise dite des subprime [...] était voué à produire, via le canal du crédit, une récession dont les conséquences sur les finances publiques s'annonçaient désastreuses ». C'est en réalité l'effondrement du marché des titre hypothécaires qui a directement affaibli l'assise financière d'États assez bêtes pour se sentir obligés de renflouer les banques. Et en retour, ce qui effraie actuellement les spéculateurs, c'est l'incapacité probable des organes publics nationaux et internationaux, mis sur la paille lors de la crise de 2008, de venir au secours des institutions financières privées en cas de défaut de paiement de plusieurs pays stratégiques tels que l'Espagne ou l'Italie Panique boursière, crise de liquidités, crise bancaire, explosion des dettes

souveraines, pression spéculatrice inédite, sauve-qui-peut généralisé : tout se tient dans le cadre d'un système de vases communicants dont la logique profonde peut être résumée de façon saisissante en un court slogan, comme le propose Lordon : *Lehman-Grèce-Goldman !*

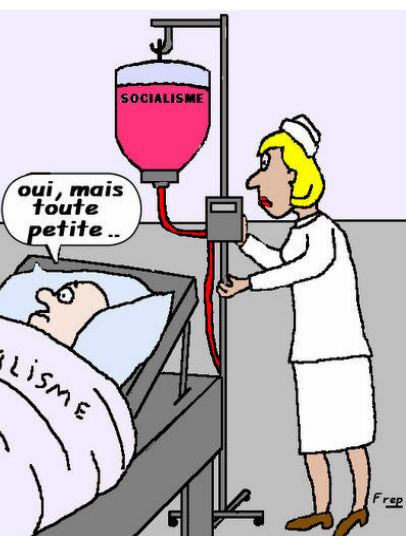
Mais cette analyse, pourtant juste dans ses abou-tissants, ne peut nous permettre de préciser l'origine du dysfonctionnement. Or, c'est seulement en ayant circonscrit théoriquement le problème qu'il sera possible de le résoudre pratiquement.

Il ne convient pas de s'en prendre aux « méchants spéculateurs » ou encore aux « filous de banquiers », car ces personnes -qui sont très probablement de braves gens pris isolément- ne sont rien d'autre que des faisant fonction et que les clouer aux piloris pour des raisons morales reviendrait à exonérer les rapports sociaux qui les instituent précisément comme spéculateurs ou comme banquiers. En réalité, la construction de bulles spéculatives est inscrite dans la logique profonde du capitalisme pour la bonne raison que le taux de profit moyen a une fâcheuse tendance à baisser quand les dépenses d'investissement augmentent, puisque c'est seulement sur le travail salarié, et non sur la totalité du capital avancé, que



Au chevet d'un grand corps malade

s'opère l'extraction de la plus-value par les capitalistes. Pour pallier la chute des profits réels, les expédients que constituent le crédit, la rente foncière ou immobilière-, ainsi que la prédation la plus cynique deviennent une nécessité impérieuse aux yeux d'un capital qui ne vaut qu'à s'autovaloriser. Au XXème siècle, une première bulle spéculatrice a explosé un certain 24 octobre 1929 à Wall Street et une seconde a commencé à gonfler dans des proportions inédites au début des années 1970 de façon concomitante à la fin de la convertibilité du dollar et du début des difficultés



économiques pour les grands pays industrialisés. La spéculation, qui devançait alors son cadre institutionnel idoine, s'est amplifiée au milieu des années 1980 lorsque la dérégulation néolibérale a commencé à toucher la sphère de la finance. Le résultat est connu de tous : l'accumulation du capital

s'est accrue alors que le taux de croissance baissait, que l'investissement était en berne et que les salaires stagnaient. Le capital a donc répondu à ses propres difficultés de valorisation en financiarisant l'économie et en se nourrissant à trois mamelles bien plus juteuses que l'économie réelle : la consommation interstitielle des super-riches, le marché du crédit et la spéculation forcénée. Depuis 2008, on le sait, ce modèle palliatif s'est effondré, puisque ces malins de traders ont eu l'idée saugrenue de spéculer sur le crédit des ménages. Mais il est essentiel de comprendre que ce n'est pas parce que la crise s'est déclarée dans la sphère de la finance de marché qu'il ne s'agit « que » d'une crise financière. En réalité, nous ne subissons ni une crise boursière, ni une crise de solvabilité des États, mais une crise généralisée d'un mode de production incapable de suivre la règle d'airain qu'il a lui-même édictée comme une loi de la nature, à savoir son auto-accumulation par l'extraction de la plus-value sur le travail salarié. L'ennemi, ce n'est ni l'incurie des États, ni les spéculateurs et encore moins les dépenses publiques ou les budgets sociaux, c'est le capitalisme ! C'est l'exploitation ! Voilà ce que manifeste la crise de la prétendue « dette » « publique » !

S'il est maintenant clair que la « dette » des États n'est « publique » que dans sa forme, et non dans sa substance, il faut maintenant comprendre qu'elle n'a rien d'une « dette », pour le moins dans le sens qu'on donne communément à ce mot. Pour un particulier, une dette est le recouvrement à venir d'une somme avancée par un tiers. Or, les engagements financiers d'un État ne rentrent nullement dans cette catégorie. En effet, la « dette » d'un État circule et roule. Elle circule dans le sens où les capitalistes créanciers d'un État, à peine munis de la reconnaissance de dette sous forme de bons du trésors, n'ont qu'une hâte : celle de revendre les titres obtenus sur les marchés financiers à une prix supérieur. Stricto sensu, ils n'attendent donc aucun remboursement de la part de leurs débiteurs. Et ces spéculateurs ont bien raison, puisque les États n'ont pas l'intention de « rembourser » leur créanciers. Ils s'ingénient à racheter les titres émis en en créant de nouveaux, ce qui implique la souscription à de nouveaux emprunts. C'est en ce sens que la « dette » souveraine ne cesse de rouler. Il serait pour autant erroné de voir dans ce roulement perpétuel un moyen pour les États d'arnaquer leurs prêteurs, puisque, s'ils dépendent de ces derniers, il n'en reste pas moins que les emprunts d'État constituent, même dans les temps incertains que nous connaissons, des valeurs refuges bien commodes pour les spéculateurs qui craignent plus que tout le risque et l'aventure. Ainsi, comme l'explique malicieusement Lordon, « la chute présente des marchés d'actions étasuniens, entraînée par le remous sur la dette publique, a encore pour effet... un mouvement de report vers les bons du Trésor US, l'actif toujours réputé « sans risque » alors même que la dégradation signifie explicitement qu'il ne l'est pas » !

L'humanité est à la croisée des chemins. Jamais, peut-être, les événements mondiaux n'ont reflété à ce point la faillite généralisée d'un système économique. L'affaiblissement financier des États-Unis, la dynamique des révolutions araboméditerranéennes, la spéculation effrénée sur l'immobilier chinois, les émeutes de Londres (déterminées par les coupes drastiques dans les budgets sociaux effectuées sans états d'âme par Cameron-Thatcher), les délires sanguinaires d'un taré norvégien, les je-t'aime-moi-non-plus de Sarko-Merkel. Face à ces maux, un seul remède : la redistribution des richesses, qui passe invariablement par l'annulation de la dette ! Un seul moyen : l'insurrection populaire ! Une seule méthode : le front unique des organisations de gauche et des syndicats !

Jean-Francois CLAUDON (75)

Les priorités de la jeunesse

L'élection présidentielle à venir en 2012 se place dans un contexte particulier. Le néolibéralisme triomphant subit des crises à répétition, invitant dans sa fuite en avant dogmatique les gouvernements à saborder les liens sociaux : services publics, éducation nationale, système d'aides sociales, etc... Dans cette course apparemment irrésistible à l'abîme, c'est la jeunesse qui paie l'un des tributs les plus lourds. Sur fond de discours lénifiants l'invitant à « la réussite individuelle », au « mérite », on lui demande à la fois d'être innovante et dynamique, d'avoir foi en l'avenir, tout en s'attaquant aux facteurs de sa réussite, l'éducation et l'enseignement supérieur, la possibilité d'accéder à un emploi, à un logement, à la culture... Telles furent les dramatiques mesures des gouvernements depuis 2002 : CPE, LRU, réforme des lycées...

Au niveau de l'enseignement supérieur, **les priorités sont doubles : contre la précarité étudiante, mais aussi pour une Université qui ne laisse aucun étudiant sur le bord de la route.** On pourrait croire que la démocratisation de l'enseignement supérieur est une lubie d'intellectuels. Or, toutes les études - et notamment celle de l'OCDE qui n'est pas réputée pour son progressisme-, ont démontré que chaque année d'étude supérieure en plus par génération, ce sont 2 points de PIB gagnés.

Cette démocratisation passe nécessairement par la **création d'un statut social de l'étudiant**, seul à même de répondre à la fois à l'actuelle précarité des étudiante et à l'enjeu de massification de l'accès à l'Université. En effet, défini par une allocation d'autonomie universelle, ce statut social étudiant permettrait à ces derniers, dégagés de la contrainte financière, de pouvoir se loger décemment (en parallèle d'une construction massive de logements en cités universitaires), d'avoir accès aux soins, à la culture, tout en évitant les pièges du job-sympa-qui-finance-les-études (NDLR : selon l'UNEF, le salariat étudiant est responsable à 80% de l'échec en Licence). De même, **ce parcours d'autonomie universel permettra de rompre avec la sélection sociale à l'entrée à l'Université** en permettant aux enfants de catégories socio-professionnelles défavorisées d'accéder à l'enseignement supérieur. La démocratisation de l'enseignement supé-

rieur, c'est aussi mener la révolution pédagogique aux seins des Universités, pour qu'aucun étudiant ne soit laissé sur le bord de la route. C'est en effet en plaçant l'étudiant au cœur du système d'apprentissage des connaissances que la réussite en licence s'améliorera, permettant à la jeunesse de se doter de diplômes de qualité qui sont les seuls véritables boucliers sur le « marché » du travail.

Quel engagement étudiant pour quelle société ?

1) L'engagement étudiant vu par la CPU

La CPU promeut en ce moment même l'engagement étudiant, sous l'appellation de « valorisation de l'engagement étudiant ». A première vue, ça a l'air plutôt sympathique. Enfin, nous serions récompensés pour le temps donné. Enfin, nous serions mis en valeur pour notre bénévolat. Enfin, notre investissement porterait ses fruits. Mais ces termes, tout comme leurs connotations, sont porteurs d'un modèle de société. En effet, l'engagement est vu comme un investissement avec retour, comme un placement dont on attendrait qu'il fructifie, et ce dans la droite ligne du processus de Bologne qui a pour but de transformer les savoirs en compétences.

Au delà de ces principes généraux, il y a le cas précis de la valorisation de l'élue étudiant plus que de l'engagement étudiant. Par cette proposition, les administrations de fac ont bien compris le fonctionnement d'une organisation représentative : il y a une minorité active qui a un contrôle total sur sa base qu'il peut convaincre de n'importe laquelle de ses décisions. Donner des crédits, ou quoi que ce soit, en remerciement de l'élue pour son engagement, est un acte de corruption active : c'est l'instauration d'un moyen de pression sur l'étudiant, en donnant un poids personnel (crédits sur le diplôme) à ses décisions qui concernent un groupe entier, à savoir les étudiants.

Mais la critique de la vision libérale de l'engagement ne résout pas le problème de l'absence d'engagement collectif à l'université et il nous faut proposer, innover, pour restaurer les cadres de l'engagement collectif qui font que nous sommes un groupe social aux intérêts convergents et non une simple addition d'individus.

Quel engagement étudiant pour quelle société ?

II) Quel engagement étudiant devons nous promouvoir et comment ?

Le développement d'une alternative à cette vision de l'engagement étudiant doit se faire en lien avec celui d'une autre société capable de ne pas reproduire le modèle social capitaliste qui ne vit que par l'existence d'inégalités structurelles entre les agents économiques et qui détruit par là-même toute cohérence sociale.

Face à l'engagement individuel, nous devons donc développer la notion de projets collectifs. Monter une association est présenté comme le summum de l'« *american dream* » : on monte son assoc', on la fait prospérer et on est ensuite capable de monter sa propre entreprise en bon auto-entrepreneur. Au contraire, il est important de mettre au cœur des regroupements d'étudiants un projet collectif, une élaboration plurielle seule apte à garantir la vie démocratique de l'association. La conséquence première d'une telle manœuvre est de faire prendre conscience aux étudiants qu'ils ont des centres d'intérêt communs, des aspirations communes et, finalement, des intérêts communs. C'est le sens qui est donné à l'unification du mouvement syndical étudiant.

III) Créer des lieux de commun pour contrer le modèle libéral d'individualisation des savoirs et des modes de vie.

Pour parvenir à cet objectif qu'est le vivre-ensemble, il faut pouvoir briser le principe courant de consommation du savoir qui est en train de devenir la norme de l'enseignement supérieur. L'étudiant vient à la fac pour recevoir un cours, achat comme un autre, puis il repart chez lui pour maximiser en terme de profit sa dépense monétaire.

Si nous ne brisons pas ce modèle de comportement, rien ne sera possible. Il nous appartient de recréer des lieux de vie où les étudiants pourraient se retrouver et donc dépasser le modèle de consommation simple du savoir pour passer à un échange manifeste de cet acquis avec les autres étudiants. Nous passerons donc dans un premier temps d'un modèle de consumma-

tion individualisée du savoir à un modèle de consommation collective du savoir. L'étudiant prendra alors conscience de sa situation comme étant analogue à celles des autres étudiants.

IV) Ces lieux de commun doivent être le nouveau terreau de la solidarité, de la camaraderie, pour organiser ensemble un contre-modèle de société.

Ainsi mis en contact, c'est avec le plus grand naturel que les étudiants s'identifieront à un de leur pair quand celui-ci subira une attaque. Expulsion d'un sans-papier ? Ça aurait pu être mon pote. Refus d'une bourse ? Ça aurait pu être moi. Note éliminatoire ? Ça aurait pu être ce type avec qui je joue aux cartes. Refus du dossier de transfert ? Ça aurait pu être cette fille avec qui je mange. Partager des expériences humaines induit une solidarité naturelle et,

avec un travail militant, conduit même au stade suprême de la fraternité : la camaraderie.

La camaraderie n'est pas simplement une appellation militante, c'est une attitude qui dépasse le cadre

amical, car on comprend rationnellement qu'on a des intérêts convergents avec une classe sociale entière, et qu'on est en capacité de choisir de lutter tous ensemble pour l'émancipation collective. L'inconnu est un camarade, il est donc la personne dont je défendrai les droits car ils sont les miens, celui de l'étudiant, celui du salarié, qui n'est rien face au patronat, et qui sera bientôt un esclave si n'émerge pas une conscience collective de lutte.

Se réapproprier les décisions politiques avec la jeunesse, par la gestion du monde universitaire, par le monde universitaire,

- étudiants, professeurs, personnels, tous égaux ! -, c'est bâtir le refus de la dictature de la propriété privée. C'est bâtir la conscience qu'une gestion démocratique de la société par ses acteurs est possible, n'en déplaise à l'oisif qui devra l'accepter... ou aller loger ailleurs !



Anton Stroka et Luis Zarransky

Comité de rédaction :

Johann Cesa (42)
 Thomas Chavigné (31)
 Tunjaï Cilgi (64)
 Jean-François Claudon (75)
 Mehdi Dardouri (42)
 Julien Guérin (77)
 Anthony Gratacos (77)
 Laurent Johanny (43)
 Ernest Simon (44)
 Morgan S. Trouillet (75)

Unité mensuel gratuit publié par

l'Offensive Socialiste
Numéro 41 | Août - Septembre 2011
Courriel : offensive.socialiste@gmail.com
Maquette : Johann CESA
Annonce :
 Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur(s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque mois l'actualité dans les colonnes d'Unité. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître par Anthony au 06 19 77 64 08.

Lisez Unité, le journal de l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce numéro et des précédents sur

www.offensivesocialiste.wordpress.com

Qu'est ce que l'Offensive Socialiste ?

L'Offensive Socialiste est une sensibilité du Mouvement des Jeunes Socialistes d'inspiration marxiste, résolument socialiste, laïque, républicaine et internationaliste.

Sensibilité issue du Congrès du MJS de Bordeaux (2007), de nombreux camarades, groupes ainsi que fédérations se réclament de nos positions. Lors du Congrès du MJS de Grenoble (2009), notre sensibilité a participé à la rédaction du texte de la motion 1 « le choix du mouvement, un nouveau MJS pour de nouveaux combats » .

Nous avons décidé à travers

notre bulletin *Unité* et un site web de mener le débat sur les thématiques spécifiques à la jeunesse dans le parti socialiste, le MJS, et au sein de toute la gauche.

Les discriminations, la précarité, les incertitudes à l'égard de l'avenir, les conditions d'études, l'insertion professionnelle sont autant de questions auxquelles il faut répondre pour que la jeunesse puisse envisager l'avenir avec sérénité. Les réponses du Parti Socialiste en la matière sont largement insuffisantes, nous souhaitons peser sur le parti pour infléchir son orientation.

Si la jeunesse a une unité réelle en qualité de groupe générationnel spécifique ayant des intérêts et des aspirations propres, nous ne l'abordons pas comme une entité déconnectée du reste de la société. C'est pourquoi nous faisons également d'*Unité* un lieu débat politique sur tout ce qui interpelle les militants socialistes aujourd'hui. Ce bulletin a vocation à réunir tous ceux dans la jeunesse qui souhaitent ancrer le Parti Socialiste à gauche.

Ce Parti nous appartient, à nous d'en faire un instrument d'émancipation de la jeunesse !

Pour redistribuer les richesses:

35: Pour des 35 heures « réelles », abrogation de la défiscalisation des heures supp', 2 jours de congés consécutifs

60: Retraite à 60 ans sans décote avec une pension garantie à 75% du SMIC. Abrogation des lois scélérates Balladur-Fillon-Woerth

1700: Smic à 1700€ tout de suite. C'est ce que demande le premier syndicat de salariés. C'est une nécessité absolue pour pouvoir vivre décemment de son travail.

20: Pas de revenu supérieur à 20 fois le SMIC.

**35, 60, 1700, 20
c'est possible,
ici et maintenant !**

Essayez nous!

Si vous souhaitez recevoir Unité, le journal de l'Offensive Socialiste (MJS) chez vous, **les 3 premiers numéros sont gratuits.** Renvoyer le coupon à : L'Offensive Socialiste, chemin des monts, l'épi n°4, 42110 FEURS, Ou par mail à offensive.socialiste@gmail.com

Nom:	
Prénom:	
Adresse:	
CP:	Ville :